

Número	Objet
025/2025	Avenant n°1 au contrat de la Délégation de Service Public de gestion, animation et entretien des 2 structures Multi-Accueils d'Eyragues : 1/ La Crèche « La Cabriole » et 2/ La Micro-Crèche « Les Craux Sud » - révision des modalités de versement de la participation de la Ville suite à la signature de la CTG avec la CAF13

Envoyé en préfecture le 05/06/2025

Reçu en préfecture le 05/06/2025

Publié le

Nomenclature

ID : 013-211300363-20250603-25-CM-025-DE

public



Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Commune d'Eyragues (Bouches-du-Rhône)

Conseillers en exercice : **27**
Présents : **21**
Procurations : **5**
Votes : **26**

L'an deux mille **vingt-cinq**, le **trois juin**, le Conseil Municipal d'Eyragues, dûment convoqué, s'est réuni à **dix-neuf heures**, **Salle du Conseil Municipal**, sous la Présidence de **Michel GAVANON**, Maire.

Date de la convocation : **28 mai 2025**

OBJET : Avenant n°1 au contrat de la Délégation de Service Public de gestion, animation et entretien des 2 structures Multi-Accueils d'Eyragues : 1/ La Crèche « La Cabriole » et 2/ La Micro-Crèche « Les Craux Sud » - révision des modalités de versement de la participation de la Ville suite à la signature de la CTG avec la CAF13

Étaient présents les Conseillers Municipaux : GAVANON Michel, TROUSSEL Marc, POURTIER Yvette, MISTRAL Christiane, PANCIN Pierre, NIETO Corinne, REY Nathalie, BOUCHET Aurélien, ROSSI Yannick, FRESQUET Véronique, SALINAS Bérangère, BARAT Michel, OWEDYK Corinne, AMIARD Ludvine, COSTES Delphine, KAPPES Vincent, MOUSSY Éric, PERRIN Christine, GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène, HOUDIN Florence, LIBOUREL Vincent.

Absents excusés et représentés : DELAIR Patrick représentée par TROUSSEL Marc, AMAT Bruno représenté par POURTIER Yvette, CHAUVIN Kenny représentée par NIETO Corinne, JULIAN Madeleine représentée par KAPPES Vincent, DELABRE Éric représenté par GIORDANI CONSTANSO Marie-Hélène.

Absente excusée : ROSELLO Louis.

Résultat du vote :

Pour : **26**
Contre : **0**
Abstentions : **0**

Depuis 2023, les Conventions Territoriale Globale (CTG) et notamment les « bonus territoires » ont pris le relais de la Prestation de Service Enfance-Jeunesse (PSEJ) versée par la CAF à l'autorité concédante.

Désormais les CTG prévoient que les versements des bonus territoire s'effectue **directement** aux concessionnaires en lieu et place du versement de la PSEJ jusqu'alors effectué auprès de l'autorité concédante.

En 2023 et 2024, le concessionnaire a reversé le bonus territoire après émission de titres de recette.

Ainsi, il convient de faire application de la clause de réexamen prévue à l'article XXIV du contrat de DSP.

De fait il est introduit la modification suivante à l'article XXV sur le montant de la subvention forfaitaire d'exploitation, selon les termes suivants :

- Du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025 : 44 584 €
- Du 1^{er} janvier 2026 au 31 décembre 2026 : 44 584 €
- Du 1^{er} janvier 2027 au 31 décembre 2027 : 44 584 €

Sur le détail suivant pour les 2 établissements :

TOTAL	Participation communale prévue à la DSP	Estimation bonus territoire CTG	Nouvelle Participation communale à prévoir à la DSP
1 ^{er} janvier – 31 décembre 2025	114 529 €	69 945 €	44 584 €
1 ^{er} janvier – 31 décembre 2026	114 529 €	69 945 €	44 584 €
1 ^{er} janvier – 31 décembre 2027	114 529 €	69 945 €	44 584 €

LA CABRIOLE	Participation communale prévue à la DSP	Estimation bonus territoire CTG	Nouvelle Participation communale à prévoir à la DSP
1 ^{er} janvier – 31 décembre 2025	72 923 €	40 550 €	32 373 €
1 ^{er} janvier – 31 décembre 2026	72 923 €	40 550 €	32 373 €
1 ^{er} janvier – 31 décembre 2027	72 923 €	40 550 €	32 373 €

LES OURSONS	Participation communale prévue à la DSP	Estimation bonus territoire CTG	Nouvelle Participation communale à prévoir à la DSP
1 ^{er} janvier – 31 décembre 2025	41 606 €	29 395 €	12 211 €
1 ^{er} janvier – 31 décembre 2026	41 606 €	29 395 €	12 211 €
1 ^{er} janvier – 31 décembre 2027	41 606 €	29 395 €	12 211 €

Le Conseil Municipal à l'Unanimité décide de :

Approuver l'avenant 1 de la DSP tel que présenté ;

Autoriser M. Le Maire ou son représentant à signer ce 1^{er} avenant ainsi que l'ensemble des documents s'y rattachant.

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus. Pour extrait certifié conforme et exécutoire.

Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent acte, qui selon sa nature, a fait l'objet d'une publication ou d'une notification et a été transmis aux services de l'Etat au titre du contrôle de légalité.

Michel GAVANON

Maire d'Eyragues

Les Délibérations sont rendues exécutoires à la date de leur publication et leur télétransmission au contrôle de légalité. Elles peuvent faire l'objet d'un recours notamment en excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille 24 Rue Breteuil, 13006 Marseille Cedex ou par saisi sur l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet : www.telerecours.fr dans un délai de deux mois commençant à courir à compter de la plus tardive des dates suivantes :

- date de sa réception par le représentant de l'État ;
- date de sa publication.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant la Commune, ce délai suspendant le délai de recours contentieux qui commencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de la Commune ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de la Commune pendant ce délai.